

Les risques d'un monde « post-Daech »

Olivier Hanne, islamologue, chercheur-associé à l'université d'Aix-Marseille

L'état des combats en Syrie-Irak permet de supposer raisonnablement une fin de Daech d'ici 1 à 3 ans. Ce délai ne concerne toutefois que la structure syro-irakienne, et non ses multiples filiales en Afrique, en Asie et en Europe. De fait, l'histoire du terrorisme islamiste, et du djihadisme en général, invite à supposer que la fin de l'organisation territoriale la fera basculer dans le terrorisme international, comme nous le voyons depuis un an.

1. Les facteurs militaires de la victoire

Les facteurs qui détermineront une victoire militaire complète contre Daech sont, tout d'abord, la nature des troupes au sol : la reconquête sera violente et longue (2 à 3 ans) si la configuration actuelle des troupes capables d'aller au sol n'est pas foncièrement modifiée. De fait, les troupes kurdes, les milices irakiennes et l'armée syrienne se sont toutes distinguées par leur brutalité contre les populations sunnites ayant vécu ou collaboré avec l'État islamique. Comme le gouvernement irakien l'a initié depuis plusieurs mois, notamment dans la reprise de Ramadi (décembre 2015), il est indispensable que la reconquête des territoires concernés implique la participation de soldats issus de ces espaces et de ces tribus, afin d'assurer une responsabilité communautaire dans les opérations elles-mêmes, puis après dans l'établissement de la paix. Plus la libération sera faite par des « étrangers » (au sens très large du mot), plus la pacification sera délicate.

Autre facteur : La nature des axes stratégiques choisis. Le cœur du système Daech et sa source originelle sont l'Irak, et plus précisément la province d'al-Anbar (Falloudjah, Ramadi). La défaite de Daech semble plus envisageable à partir de l'Irak que de la Syrie, car les succès contre l'organisation ont été nombreux en Irak depuis un an, ce qui n'est pas encore le cas en Syrie, où les frappes russes ont surtout cassé l'appareil militaire des groupes modérés et des djihadistes de Jabhat al-Nosra.

2. Les facteurs politiques

Parmi les conditions politiques d'une victoire contre l'EI figure l'état des divisions en Irak. La reprise de Ramadi n'a été permise qu'à la faveur d'un conflit politique au sein des élites chiïtes de Bagdad, qui a poussé le Premier Ministre à peser de tout son poids dans le siège de la ville, quitte à s'appuyer en priorité sur les forces spéciales américaines, aux dépens de l'influence des milices pro-iraniennes. La lutte contre Daech en Irak passe par l'état des forces politiques inter-chiïtes à Bagdad. Il en est de même pour la libération de Mont Sinjar par les forces kurdes, exceptionnellement unies sur ce théâtre. L'état des antagonismes politiques en Irak est donc un élément clé de la rapidité des victoires militaires, de même que la capacité à reconstruire un État fort, voire autoritaire ou clientéliste.

La situation tribale sera elle aussi déterminante, notamment à l'égard des groupes claniques ayant rallié Daech de façon opportuniste. Leur ralliement passera par un jeu financier et politique en faveur des chefs tribaux.

Côté syrien, une grande partie de la stabilisation politique passera par le

positionnement international autour de Bachar al-Assad : une exclusion trop claire d'al-Assad par la communauté internationale fragiliserait la reconquête terrestre côté syrien, rendant difficile l'obtention de renseignement tactique et l'utilisation de bases arrière. À l'inverse, une valorisation excessive du régime (comme le font les Russes et les Iraniens) serait tout autant problématique, en raison de l'exaspération qu'il suscite en dehors de la région de Damas, de Lattaquié et Homs.

Or, depuis 2 ans, la Syrie est devenue un ensemble de trois systèmes féodaux antagonistes et parfois partenaires (le régime, les deux confédérations djihadistes que sont Jabhat al-Nosra et l'EI) fonctionnant selon des allégeances de type vassalique, à la tête desquelles se trouvent les émirs djihadistes du côté des rebelles, et Bachar al-Assad du côté du régime. La mort du « suzerain » aboutirait à un effondrement rapide de l'ensemble des forces du régime, qui tient essentiellement par des liens personnels et clientélistes, mais aussi mercantiles. On ne peut imaginer gagner cette guerre sans accompagner les opérations militaires d'une reconstitution de structures étatiques transcendant la personne de Bachar al-Assad, pour éviter ce délitement, par exemple en nommant des chefs tribaux ou des généraux de l'armée syrienne comme maires ou gouverneurs.

3. Les scénarios de la fin de Daech

La fin de Daech peut être envisagée selon deux scénarios (impliquant forcément un certain degré de caricature) :

Scénario n° 1 : La défaite de Daech et l'instabilité. L'État islamique a été vaincu, le calife retrouvé mort et ses troupes décimées. Mais la partition ethnico-religieuse de l'Irak a été consacrée, le pays est devenu une fédération distendue. Le Kurdistan, qui a obtenu son indépendance, soutient plus ouvertement le PKK en Turquie, ce que craignait Ankara. Les interventions turques dans le Kurdistan se multiplient, avec le soutien des Turkmènes d'Irak.

Côté syrien, Bachar al-Assad a repris les territoires perdus avec l'aide des troupes russes, iraniennes et miliciennes. En revanche, les zones kurdes ont connu une double évolution : certaines ont obtenu leur autonomie de la part du régime ; d'autres ont été internationalisées à l'initiative de la Turquie (ex. : *ISIS Free Zone*), qui exerce sur elles un fort contrôle. Sur ces régions, la Russie tente de contrecarrer cette influence en défendant ouvertement les minorités religieuses.

Damas tente désormais de réinstaller l'hégémonie syrienne sur le Liban, avec le soutien du Hezbollah, saigné par la guerre mais considéré comme un vainqueur moral. Enfin, plus d'une dizaine de milliers de combattants djihadistes se sont dispersés après la fin de l'EI dans les pays sunnites de la région entraînant une contagion terroriste.

Scénario n° 2 : La défaite de Daech et la pacification. Après la mort du calife et l'arrestation des djihadistes, les pressions internationales, associées à la coopération de Bagdad et l'épuisement général, ont permis une pacification entre sunnites et chiites en Irak, la préservation du cadre national et une meilleure redistribution des richesses pétrolières (principes énoncés dans les Accords de Vienne). Les chefs tribaux sunnites ont été valorisés au sein des structures politiques. Un pacte de réconciliation a été mis en place, mais il continue de susciter de vives oppositions au sein des hommes politiques chiites pro-iraniens et pro-miliciens. L'autonomie du Kurdistan a été élargie et une promesse de référendum sur l'indépendance a été accordée. En Syrie, des accords

politiques ont lancé un processus de réconciliation nationale garanti par une amnistie. Bachar al-Assad a promis de ne pas se représenter aux élections, en échange d'une large immunité pour lui et ses proches. Les réfugiés commencent à rentrer chez eux.

4. Les stratégies de survie de Daech après ses défaites

La défaite militaire de l'État islamique aura pour conséquences inévitables la dispersion des combattants qui n'auront pas été tués, arrêtés ou désarmés ; la transformation de Daech en mouvement terroriste et non plus djihadiste.

Aguerris et fanatisés, ces hommes pourraient reconstruire une nouvelle organisation et multiplier les attentats par un *déprofilage*, sur le modèle de Falloudjah et Ramadi après 2004, ou du groupe *Al-Mourabitoun* de M. Belmokhtar après l'opération française Serval au Mali. Il est peu probable que les étrangers à l'Irak et à la Syrie demeurent durablement sur place, en raison du manque de solidarité sociale dont ils pourraient profiter pour assumer la clandestinité. Il faut imaginer au contraire que les ex-daechistes se re-nationalisent. En revenant au pays d'origine, ils chercheront à s'y faire oublier (reprendre une vie normale ? passer au salafisme quiétiste ?) ou à poursuivre leurs actions de déstabilisation (attentats, propagande dans les quartiers pauvres autour du mythe de l'État islamique). Ceux qui ne pourront rentrer formeront – comme Al-Qaeda en son temps – des brigades de combattants apatrides, obsédés du djihad, et passeront d'un théâtre à l'autre. Dans cette perspective, on peut craindre un renforcement des groupes terroristes au Sahel, en Libye, en Afghanistan.

5. Quelle politique envers les anciens membres de Daech ?

Face à de tels risques, les organisations internationales et les gouvernements auront à envisager l'hypothèse d'amnisties, afin d'offrir une voie de sortie honorable aux daechistes les moins compromis. Ces amnisties pourront être décidées par les gouvernements nationaux, et validées ensuite par la justice internationale.

À partir de quels modèles peut-on suggérer ces amnisties ? L'histoire récente nous en fournit deux : le modèle étatique algérien de 2005 et le modèle rwandais des années 1996-1998. Dans le premier cas, l'État désarme les combattants, assure leur procès et une sanction forte, tout en leur offrant la vie sauve. Ce modèle autoritaire se fonde sur la crainte. Dans le cas de la Syrie et de l'Irak, l'État a été trop perçu comme oppressif pour reproduire le modèle algérien. Le modèle rwandais est double : il part du bas, c'est-à-dire des communautés villageoises qui réconcilient les génocidaires avec lesquels les victimes vivent au quotidien ; il s'accompagne de procès contre les organisateurs du génocide, justice assurée de l'extérieur par un tribunal pénal international. Dans le cas de la Syrie et de l'Irak, la dimension communautaire de la réconciliation semble une voie conforme aux structures sociales, mais l'ingérence de la justice internationale serait trop mal perçue pour être reproduite.

Concernant la Syrie et l'Irak, les processus de déradicalisation, souvent envisagés en Europe, semblent coûteux et peu efficaces. Au contraire, en respectant les mentalités locales, les axes de réintégration des simples combattants arrêtés pourraient consister en une condamnation symbolique, un retour rapide dans les villages d'origine, où la communauté locale serait garante auprès de l'État de la réintégration professionnelle, religieuse et politique de la personne.

Dans le cas des combattants étrangers, la question est différente : le djihadisme international aggrave la violence des mouvements terroristes, la déconnexion entre les étrangers et le contexte local dans lequel ils se battent démultiplie l'ultra-violence et le

sentiment d'impunité. Que faire de ces individus hors de contrôle ? En les renvoyant dans leur pays d'origine (Maghreb, Asie centrale), et en les laissant à la justice de celui-ci, le monde peut être assuré qu'ils seront mis hors d'état de nuire. Mais pour tous ceux qui viennent d'Europe ? Quelle peine exemplaire leur sera réservée ?

6. Quelles sont les données du Moyen-Orient « post-Daech » ?

La fin de Daech ne signera pas la fin de l'instabilité dans la région dès lors que les causes profondes qui ont créé l'organisation ne seront pas traitées. En effet, Daech s'est nourri de phénomènes géopolitiques connus et anciens. Il est à craindre que les problèmes non traités après les opérations militaires réapparaissent sous une autre forme.

Les données géopolitiques identifiables accompagnant l'après-Daech sont, de toute évidence au nombre de cinq :

1-Le départ de Bachar al-Assad, sous forme violente ou négociée, est probable. Sous forme violente, il conduira à des débordements contre la minorité alaouite déjà saignée par la guerre. Sous forme négociée, il peut permettre une stabilisation, à condition que le président sorte par le haut, et ses soutiens avec lui.

2-Le ressentiment chez les Arabes sunnites, victimes de la sidération collective liée à Daech et à leur position de victimes permanentes (bombardements massifs russes, exactions d'Al-Assad, frappes occidentales...). Ils soutiendront tout mouvement leur redonnant une place, soit dans les frontières de leur État, soit dans un nouveau cadre institutionnel.

3-Le rôle des Kurdes sera accru dans toute la région, dégénéralant sur un conflit de longue durée avec la Turquie, mais aussi avec les Arabes sunnites, notamment dans la plaine de Ninive, sur les frontières du Kurdistan irakien et dans le Rojava (territoires kurdes de Syrie). Des formes de nettoyage ethnique se sont déjà produites et sont à craindre.

4-Le rôle accru des milices chiites dans la vie politique irakienne, à la manière du Hezbollah libanais. Ces milices, si elles s'unissent, pourront aggraver les tensions entre Bagdad et Riyad.

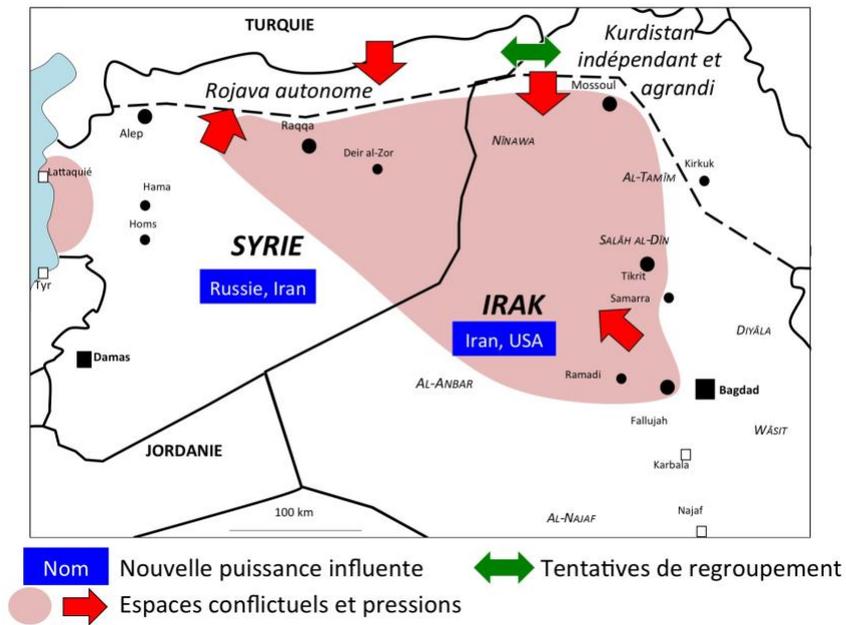
5-L'avenir des chrétiens d'Orient est hypothéqué.

7. Les crises potentielles du Moyen-Orient « post-Daech »

Les crises les plus probables qui accompagneront la nouvelle configuration politique post-Daech peuvent être évoquées à travers deux scénarios, forcément caricaturaux.

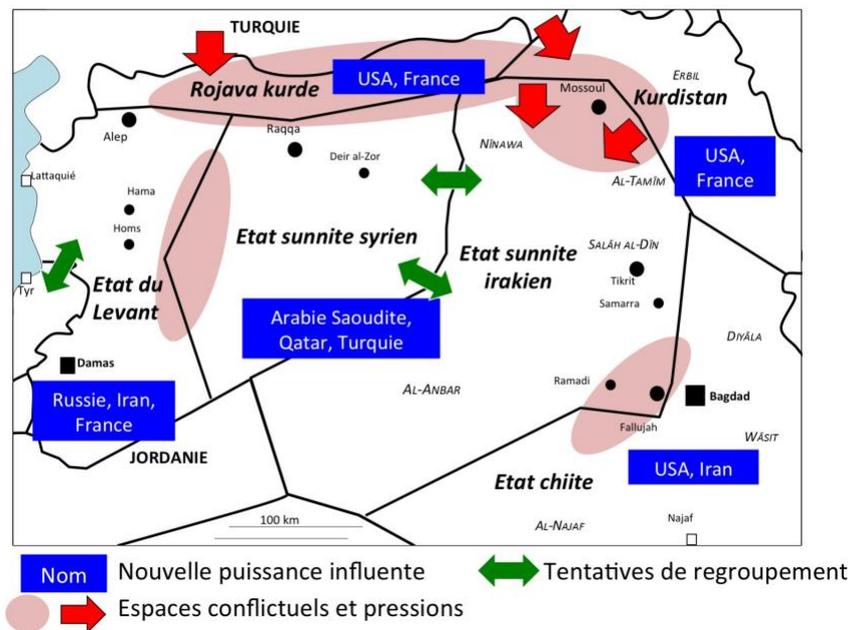
Scénario n° 1 : Les Kurdes en Irak et Syrie, et le gouvernement chiite irakien sortent grands vainqueurs de la conflagration, tandis que les sunnites irakiens sont stigmatisés pour avoir collaboré avec l'organisation terroriste, tout comme une partie des sunnites syriens qui, en outre, ont vécu le drame de l'exil. Dans la plaine de Ninive, la vallée du Tigre et autour de Hassaka, les rétorsions se multiplient, qu'elles soient menées par les Kurdes (occurrences limitées) ou les milices chiites (plus fréquent, exécutions sommaires, destruction de maisons). La Turquie et la Syrie s'affrontent pour le contrôle du Rojava, qui a gagné son autonomie. Pourtant, les deux entités étatiques irakienne et syrienne se maintiennent. La Russie et l'Iran sont désormais les puissances les plus influentes en Syrie, tandis qu'une concurrence grandit en Irak entre Washington et Téhéran.

Scénario 1 : Le départ d'Assad et le maintien des Etats



Scénario n° 2 : La balkanisation est en cours, comme en 1925, mais échappe totalement aux anciens projets de Grand Moyen-Orient des États-Unis. La partition a permis à la France et aux États-Unis de revenir en force dans la région, notamment dans les États kurdes. L'influence des États salafites n'a jamais été aussi forte dans les zones sunnites, dont ils assurent la reconstruction. Les tensions entre Kurdes (Rojava, Kurdistan) et Turcs sont fortes. Les espaces sunnites irako-syriens – autrefois associés dans l'Histoire – cherchent à s'unifier, mais la définition des frontières ne cesse de poser des problèmes internationaux. Cette balkanisation met la région dans les mains des puissances extérieures, qu'elles soient mondiales (Russie, États-Unis, France) ou régionales (Arabie Saoudite, Iran, Turquie).

Scénario 2 : La partition régionale



8. La question du positionnement américain

Mais l'avenir en Syrie et en Irak ne pourra se faire sans les États-Unis, malgré l'omniprésence russe depuis août 2015. Or, le 15 novembre 2015, l'*Institute for the Study of War*, le principal *think-tank* universitaire américain appuyant par ses rapports la politique des États-Unis au Moyen-Orient, publiait les éléments pour une nouvelle stratégie américaine dans la région¹.

Le document fait preuve d'un certain réalisme concernant l'avenir, notamment à l'égard des Kurdes :

Ne pas se fier aux forces kurdes pour une reprise rapide au-delà de leur frontière ethnique (...).

Mais d'autres passages indiquent que les États-Unis se préparent, après la prochaine élection présidentielle, à des tactiques militaires dures, proches de celles des Russes, ne pouvant qu'accentuer les traumatismes des populations et l'échec de la paix :

Il faut cesser de prendre des gants contre l'EI en Irak et Syrie, ajuster les règles d'engagement pour accepter le risque de dommages collatéraux, frapper toutes les cibles de l'EI qui sont sur nos listes, et faire un maximum de dommages possible par les airs et rapidement (...).

Si ce *think tank* – qui n'est pas un institut de recherche neutre – parvient à influencer la campagne électorale américaine, une crise est déjà à craindre avec la Russie :

Il faut tout faire pour retirer le régime d'Assad du pouvoir, et pas seulement Assad (...). Il faut rejeter les Russes de Syrie.

États-Unis et Russie ont donc déjà basculé dans le monde « post-Daech », un monde qui s'annonce sans pitié pour les populations du Moyen-Orient et guère enthousiasmant sur le plan des libertés. En revanche, dans cette reconfiguration dramatique, la France a de toute évidence un rôle à jouer comme puissance intermédiaire et relais diplomatique.

¹ Kimberly Kagan, *What to do and to don't in response to the Paris Attacks*, ISW.